



Rebonds

La démarche des socialistes s'inspire de plus en plus de celle du Parti démocrate.

Un PS à la sauce américaine

Par Jean-Jacques URVOAS

QUOTIDIEN : Mardi 26 septembre 2006 - 06:00

Jean-Jacques Urvoas premier secrétaire de la fédération du PS dans le Finistère .

L s'affichait comme «socialiste» et chacun savait que sa réalité était «sociale-démocrate». Aujourd'hui le PS n'est-il plus seulement que «démocrate», à la mode américaine ? On assiste à une profonde évolution de la nature du parti, et celle-ci ne tient pas seulement à l'organisation de «primaires» internes ou l'évocation de quelque «ticket». Cela fait belle lurette que les socialistes intègrent les sondages ou les médias dans les stratégies politiques. Cependant, si l'on observe ce parti de l'intérieur, il semble que les dernières digues menacent de sauter.

Il y a vingt ans, les sondages étaient utiles pour mesurer l'impact de telle ou telle lecture de la société, qu'incarneraient Rocard, Mitterrand ou Chevènement, car la démocratie était appréhendée comme une série d'interactions subtiles entre le leadership et le consensus. Aujourd'hui, le PS ne se comporte pas encore comme le Parti démocrate américain, qui ne fait ses choix politiques qu'en les subordonnant à une sorte d'acceptation préalable de la décision par l'opinion publique, mais la tentation pointe.

Les médias exercent par ailleurs une influence croissante sur le parti. Longtemps caisses de résonance de débats internes, spectateurs narquois de l'irrationnel politique, ils tentent maintenant de s'imposer comme les metteurs en scène. Ils veulent choisir les acteurs. Ils cherchent à imposer des scénarios. Ils trient les répliques et proposent même d'organiser la tournée en offrant leurs plateaux et leurs studios. Il y a près de vingt ans Tony Schwartz, conseiller politique démocrate, pouvait affirmer : «*Nous n'avons au fond que trois principaux partis : ABC, CBS, NBC.*» En 2007, le PS va-t-il accepter sans réagir que la France n'en compte que deux : Bouygues et Lagardère ?

En matière de choix du candidat à la magistrature suprême, l'évolution est spectaculaire. Hier, chacun s'accordait à penser qu'en France, l'électeur voulait jauger les candidats, les voir combattre avant de les couronner. Il fallait du temps et de l'expérience. Des échecs aussi. Outre-Atlantique : quelques mois suffisaient à imposer un personnage. En 1976, Jimmy Carter jaillissait de Géorgie et, en quelques semaines, battait Gerald Ford. Tout comme en 1992, Bill Clinton surgissait de l'Arkansas et terrassait George Bush. Maintenant, en France aussi, des candidats qui appartiennent pourtant à la vie politique nationale depuis vingt ans éclosent avec la nouveauté comme unique viatique. Et la gestion d'un territoire devient un sauf-conduit pour le gouvernement du pays. Le 100 mètres aurait-il remplacé la course de fond ?

La place même des militants se transforme. Fidèles, disciplinés, déterminés, ils constituaient la force du PS, lui permettant de construire les succès et de résister aux bourrasques. Les congrès servaient de lieu de résolution des polémiques doctrinales que leurs votes venaient trancher après des semaines de débats. De New York (1992) à Boston (2004) la symbolisation a vidé de leur substance politique les conventions démocrates devenues façades destinées à présenter l'image d'un parti uni où, au milieu de partisans galvanisés, seul le discours d'acceptation du champion revêt de l'importance. Au PS aussi, les supporters s'imposent. De nouveaux adhérents le rejoignent pour influencer son comportement tout en promettant d'en repartir une fois le vote accompli. Et les anciens échaudés par les revers successifs finissent par douter du bien-fondé de leurs choix et résistent mal au vent dominant.

La sélection des candidats aux législatives s'avère pareillement révélatrice. De même que, depuis des décennies, le Parti démocrate réalise l'alliance des minorités (noires, hispaniques, catholiques), cette année les socialistes ont réservé des circonscriptions à 23 candidats «*issus des minorités visibles*», représentants de la «*diversité de toute la société*». Selon les termes de son premier secrétaire, l'ambition est de faire élire «*au moins dix députés d'origine maghrébine*» à l'Assemblée. Délicat exercice que cette recherche d'universalisme qui ne fasse pas table rase des particularités.

Le rôle du PS connaît aussi des variations. Si plusieurs de ses postulants à l'investiture s'inscrivent dans une tradition où le parti se veut à l'écoute de la complexité de la société, d'autres donnent le sentiment de se contenter du constat. Le discours est parsemé de formules. Comme aux Etats-Unis, il se fait plus moral que politique, au nom d'un pragmatisme devenu «sacro-saint». On passe de l'ère de la conviction à celle de la ferveur, qui pourrait très bien annoncer des lendemains où s'imposeraient les ritournelles d'un populisme assumé. D'autant que si, hier, la patience semblait indispensable pour convaincre, aujourd'hui l'impatience de gagner représente une vertu.

Enfin, le destin du candidat promet d'être différent. Par le passé, si la victoire était individuelle, l'échec était collectif. De Mitterrand à Jospin, le champion défait dirigeait le parti et s'installait comme l'atout de la reconquête. Demain, la victoire sera collective et l'échec individuel. S'il n'emporte pas la compétition sous les vivats, parce qu'il aura largement décidé de la stratégie et qu'il aura cristallisé toutes les attentes, le candidat subira seul la sanction. Comme Dukakis en 1988 ou Kerry en 2004, l'étendard déployé pour la campagne sera écarté sans remords au profit d'un autre.

Au lendemain des présidentielles américaines de 2000, Olivier Duhamel écrivait : *«Tout converge vers l'extinction de la politique. Les électeurs ne choisissent plus un projet, mais un homme. Le peuple n'exprime plus une volonté mais une sympathie. L'impuissance du politique s'en trouve confortée.»* Sommes-nous obligés, en France, de suivre cette même voie ?

<http://www.liberation.fr/opinions/rebonds/206710.FR.php>

© Libération